

A Monsieur Laurien NGIRABANZI

Ambassadeur du Rwanda en Allemagne Bonn

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous transmettre mes salutations et mes meilleurs vœux pour le nouvel an 2003. Je vous écris pour vous exhorter à soutenir ouvertement la voie d'une justice pour tous au Rwanda notamment en œuvrant dans le sens de permettre que tous les auteurs du génocide et autres crimes contre l'humanité commis au Rwanda en 1994 soient poursuivis et transférés devant la loi sans distinction aucune.

Monsieur l'Ambassadeur, comme vous le savez bien, les deux camps de belligérants, communément étiquetés d'Interahamwe et d'Inkotanyi, ont commis des massacres ignobles au Rwanda spécialement durant la guerre qui a mis fin à la présidence de Sindikubwabo. Les Inkotanyi ont vaincu cette guerre. Après 1994, beaucoup d'efforts ont été déployés pour poursuivre, arrêter et juger les criminels qui manipulaient les Interahamwe dans leurs actes de génocide. Sur ce niveau, il est heureux de noter que le noyau de ce leadership irresponsable est actuellement déféré devant le tribunal onusien d'Arusha.

Cependant, il existe aujourd'hui, neuf ans après la tragédie, une grande amertume due au fait que personne dans les rangs du leadership qui a supervisé les massacres systématiques commis par FPR-Inkotanyi n'a été encore poursuivie ou jugée par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda(TPIR). Vous savez très bien que le gouvernement que vous représentez en Allemagne fait de tout ce qui est à son pouvoir pour empêcher la Procureure générale du TPIR, Madame Carla Del Ponte, de mener des enquêtes sur les crimes contre l'humanité, des crimes graves et irréfutables dont la responsabilité revient sans nul doute au FPR- Inkotanyi.

En effet, Madame Carla Del Ponte a exprimé l'année passée et à maintes reprises sa profonde déception devant le volte-face du gouvernement de Kagame sur le dossier de ces enquêtes. Au départ le gouvernement de Kigali avait promu à Madame del Ponte une totale collaboration. Il n'y avait aucune raison pour se soustraire à ces investigations car la discipline de ses militaires et leur conduite excluaient, selon le FPR, toute possibilité de massacres. Après une période de promesses et d'une certaine manifestation d'ouverture, la procureure générale du TPIR s'est subitement butée à un refus catégorique de collaboration. Il est dit que quelques enquêtes étaient au stade très avancé et que les premiers suspects devaient comparaître à Arusha sans délais. Surprenant a été aussi le changement de langage qui est venu avec ce volte-face. Il est bien connu que le FPR recourt régulièrement aux intrigues et mensonges pour créer une confusion permanente. Au début, il s'agissait donc de nier carrément l'existence des massacres. En suite, on a appris que leadership du FPR reconnaissent désormais l'existence de quelques massacres commis par ses soldats à titre individuel et pour motif de vengeance. A ce propos, le FPR affirmait que les auteurs de ces massacres avaient été punis. Ceci dit, le FPR ne révélait pas de quels types de massacres il parlait. Il ne donnait pas les noms des criminels punis ni ceux des instances qui les ont jugés. Il ne précisait pas non plus le rôle que les victimes des massacres auraient joués dans ces jugements. Le discours actuel du

FPR sur cette question est que toute tentative de juger des criminels dans les rangs du FPR-Inkotanyi à Arusha- des criminels, rappelons-le, soupçonnés d'avoir massacré massivement des innocents en 1994- irait à l'encontre de l'unité nationale. Le FPR ne s'empêche pas d'y ajouter que ces investigations du TPIR nuiront également au processus électoral en cours.

Ayant ses vues sur cette situation, Madame Carla Del Ponte affirme que son expérience montre que le Rwanda n'épargnera aucun effort pour dérouter le TPIR et bloquer les investigations sur les crimes contre l'humanité commis par le FPR. Votre gouvernement a d'ores et déjà imaginé et essayé la stratégie de l'embargo sur les témoins qui voyagent à Arusha à partir du Rwanda. Devant cette détérioration de la situation dans le sens voulu par votre gouvernement, la procureure générale a saisi le Conseil de Sécurité de l'ONU. En réponse, ce conseil a demandé le 18 Décembre 2002 au gouvernement que vous représentez en Allemagne de cesser de saboter les travaux du TPIR et de lever toutes entraves au bon fonctionnement du TPIR sans autre forme de procès. Toutefois, le FPR-Inkotanyi qui a en main toutes les affaires de votre gouvernement se montre toujours bien déterminé à combattre le choix d'une justice impartiale au TPIR. Il déclare que, en se rangeant devant cette option qui ne discrimine ni les victimes ni leurs bourreaux, la procureure générale a complètement perdu son autorité morale. Elle est traitée de tous les noms, reprochée d'incompétence, de tonnement et de détachement sur l'objet premier du TPIR qui, selon le FPR, serait de promouvoir la version des vainqueurs de la guerre sur l'explication du génocide rwandais en jugeant uniquement et exclusivement l'un des camps des assassins à savoir les Interahamwe.

Monsieur l'Ambassadeur, les événements douloureux de 1994 au Rwanda ont engendré une soif très vive pour une justice impartiale. L'histoire nationale montre que, au fur et à mesure que les différents régimes se sont succédés depuis le système féodal, les Rwandais continuent d'être victimes des politiques dictatoriales, exclusives et parfois basées sur l'extermination des masses. Pour échapper à ce cercle vicieux, nous avons besoin de construire notre pays sur des bases solides de justice et de démocratie. Pour cela, il va falloir qu'émergent des politiciens qui respectent la dignité de la vie et la loi du pays. Le Rwanda a besoin des hommes et femmes qui s'engagent dans l'action politique sans états d',me ni reproches liées à quelque participation directe dans les massacres d'innocents.

Monsieur l'Ambassadeur, revenons sur la problématique de justice pour tous et les massacres commis par le FPR. Lorsque le FPR-Inkotanyi vous évacua sur Byumba en provenance de Kigali le 25 avril 1994, vous avez trouvé beaucoup de gens qui avaient élu refuge à l'...glise catholique de Byumba. La plupart venaient de Buhembe, votre colline d'origine ou alors de la ville de Byumba. Parmi eux, il y avait les enseignants Apollinaire et Rugira. Il y avait Ignace de CODUKI. Il y avait les prêtres de cette paroisse et beaucoup d'autres. Avant que vous ne partiez pour Kampala, vous étiez convaincu que ces gens là allaient retourner chez eux sans délais. Toutefois cette chance n'a pas souri à tout le monde: très peu seulement y compris notamment Rugira, ont pu regagner leur domiciles. Cela est une évidence que vous avez pu constaté vous même dès votre retour. Le reste a été acheminé à Kuruyaga et violemment massacré. Les soldats du FPR se sont servi de la houe usée (agafuni) pour briser les cr,nes de ces victimes, l'un après et ainsi à tour de rôle. Ce massacre a eu lieu dans les propriétés de Rwambonera et du commerçant

Alphonse, des endroits que connaissez très bien. C'est de cette manière que sont morts le maître Apollinaire et sa famille, Ignace et sa femme Musabyimana et les enfants, les trois prêtres de la paroisse ainsi que plus de deux cents autres victimes. Vous connaissiez sans doute personnellement la majorité de ces gens par ce qu'ils étaient soit vos voisins et relations de parenté soit vos employés au DRB, le projet de développement que vous dirigiez en cette période. Vous les connaissiez et vous aviez vu qu'ils étaient bien portant et presque en bon entente avec les soldats du FPR-Inkotanyi qui, à une semaine après la prise de Byumba, manifestaient un air calme et de confiance dans la population locale.

Monsieur l'Ambassadeur, le massacre de ces personnes qui étaient dans l'église catholique de Byumba est une goutte dans l'océan des massacres perpétrés par le FPR-Inkotanyi au Rwanda. A titre d'exemple, dans la périphérie de Byumba, vous avez aussi une connaissance plus ou moins explicite des massacres qui ont eu lieu au stade de Byumba, au centre scolaire de Kibali, à Kageyo, à Muhondo, à Kisaro et à Meshero. Dans le périmètre de la ville de Byumba telle qu'elle est aujourd'hui, c'est à dire dans les secteurs de Buhambe, Kibali, Rugarama, Rumuli, Mukarange et Byumba, une estimation des victimes suivant une hypothèse minimaliste placerait dans les neuf mille le nombre des individus qui ont été tués par le FPR-Inkotanyi. La cellule Rukomo dans le secteur de Mukarange était peuplée de 780 habitants avant la guerre. Pendant une seule journée, le FPR-Inkotanyi a massacré quelques 310 parmi eux dans une réunion (Inama) qu'il avait convié non loin delà à Meshero. Cet acte de barbarie a eu lieu mardi le 26 avril 1994. La majorité des victimes était constituée de femmes et enfants qui avaient répondu massivement à l'appel des officiels du FPR. Ces officiels promettaient de procéder à l'occasion à un recensement des indigents et organiser l'assistance alimentaire. La fusillade a commencé vers 17h30. Toutefois, c'est à partir de 13h30 que l'on voyait une foule nombreuse, assise au sommet de Meshero, plutôt en ordre comme dans n'importe quelle réunion publique.

A part cette stratégie de convier des gens en endroits retirés pour procéder à une extermination massive (une technique d'assassinat propre au FPR-Inkotanyi qui reste gravée dans la mémoire des Rwandais sous l'expression d'Inama y'Inkotanyi), le FPR a bien souvent rasé les villages, infortuné les gens dans leurs habitations, procédé à des tueries avec pour objectif d'exterminer des familles entières. Ces soldats ont défilé l'enseignant Kabanda partout dans Buhambe avant de l'assassiner. Il est tombé à un lieu que vous saurez personnellement indiqué à quelques mètres près, non loin de l'habitation de Nkurunziza, au bas côté de la route qui longe le Groupe Scolaire de la Salle de Byumba. Le juge Déo et sa femme, la matresse Espérance, furent assassinés avec quelques autres trente Bazizi non loin de centre de Biregeya. Les Inkotanyi ont tué l'enseignante Emerithe (fille de Nyirimali), son mari et ses enfants. Ils ont tué la maîtresse ...piphanie et son mari. Ils y ont tué votre propre frère, Monsieur l'Ambassadeur. A Kageyo et Gitaba, ils ont tué et rasé ces deux villages. A Gitaba, ils ont tué la famille de Njari, celle de Paul, celle de Philippe, celle de Kanyemera et j'en passe. Ils ont tué Gitaburara Mbonyi, un vieillard aveugle ainsi que ses fils et quelques 11 petits enfants. A Kageyo habitait un vieillard du nom de Sengabo, éleveur de profession, de son temps, ravitaillait le lait aux citadins de Byumba. Les Inkotanyi l'ont trouvé au lit, chez lui, incapable de se tenir sur ses jambes. Ils l'ont fait subir une mort atroce. Ils ont également tué son fils Rwabuzisoni Lorage. Toujours à Kageyo, ils y ont tué Gahoro et toute sa famille, le vieux

Musefano et son fils cadet Kanani ainsi que bien d'autres que je ne pourrais pas reprendre les noms dans cette lettre. Ils ont tué Gasana, Mungoyi, Nizeyimana, Rubimbura, Nemeyimana. Ils ont tué, tué, et tué encore comme par plaisir. Sebahire qui habitait à Nyaruvumu a été tué dans la réunion de Meshero. Ayant eu vent de cette réunion, il s'y était rendu avec pour objectif de réclamer la justice aux nouvelles autorités et demander que des gens qui l'avaient persécuté en raison de son ethnie avant l'arrivée des Inkotanyi soient jugés pour leurs actes. On lui avait pris ces vaches et sa maison avait été détruite. Les Inkotanyi ont écouté sa plaidoirie avant de le tuer avec les autres participants. Contrairement à ces persécuteurs ces soldats ne l'auraient pas trouvé assez tutsi.

Monsieur l'Ambassadeur, bien souvent le FPR-Inkotanyi tuait et br°lait les restes des victimes. Alternativement, il les collectait et les transportait vers des lieux inconnus, sans doute pour brouiller les pistes. Les habitants de la cellule de Rukomo ci-haut mentionnée rapportent une camionnette de couleur rouge qui, un mois après le massacre, est venue charger les restes des victimes de Meshero. Cette camionnette a fait plusieurs navettes. Pourtant, malgré tous ces efforts pour effacer les traces, cette zone de Byumba est toujours parsemée de fosses communes que les habitants ne daignent pas déclarer publiquement. Par peur de représailles, ils n'osent pas demander l'organisation de funérailles officielles. Ils ne peuvent pas honorer la mémoire des innocents, des parents, des voisins dont les restes se trouvent dans ces fosses communes. Sur cette base tout le monde comprendrait pour quoi l'histoire du génocide rwandais reste une source de grande confusion pour les écoliers et étudiants dans ce coin du Rwanda. En effet, l'école suit les directives officielles et ne mentionne pas les massacres commis par le FPR-Inkotanyi. Pourtant, les assassins que ces enfants connaissent, les tueurs de masse que leurs parents connaissent, les assassins que vous savez vous même qu'ils se sont investis à fond dans l'entreprise d'extermination des masses à Byumba, les tueurs qui ont assassiné les parents et n'ont laissé derrière des orphelins et des survivants que faute de n'avoir pu les attendre dans la période qu'ils s'étaient eux-même impartis pour essayer leur plan d'extermination, ces assassins que nous tous nous connaissons sont des soldats et des officiels du FPR-Inkotanyi. Sincèrement, il est très révoltant de voir que les élèves à l'école de Muhondo et Kibali sont encore contraints de jouer sur les fosses communes où reposent leurs parents, frères et voisins défunts. Le jour où il y a eu une canicule, il n'est pas rare de voir le sang et la graisse humaine des victimes qui reviennent à la surface, sur les murs en terre et le sol poussiéreux dans les locaux où le FPR-Inkotanyi a organisé des massacres. Il en est de même des restes humains que parfois les torrents déterrent sur les collines. Personne ne lève la voix, personne ne se plaint car le bourreau FPR-Inkotanyi règne au Rwanda. Plus grave ce bourreau joue à merveille l'innocent-victime et se présente plutôt comme le sauveur dans les événements de 1994.

Dans les secteurs de la ville de Byumba ci-haut mentionnés, je suis en position d'affirmer, qu'il n'y avait pas eu plus de 12 victimes tués avant la prise de Byumba par le FPR, c'est-à-dire entre le 06 Avril 1994 et le 17 avril 1994. Certains avaient été tués à cause de leur appartenance ethnique. D'autres par ce qu'ils étaient assimilés aux opposants politiques. Tel fut le sort de trois fils de Gatarara à Kageyo: l'un fut tué par les forces gouvernementales de l'époque, les deux autres se sont suicidés. Byandagara, autre fils de Gatarara, un homme juste et intègre avait été plusieurs fois

ménacé de mort . On lui avait dépossédé de ses vaches. De retour de l'enterrement de son petit frère assassiné, il a mis fin à sa vie. Sa femme et ses enfants lui ont survécu. Avant l'arrivée du FPR à Byumba, il y a eu aussi le lynchage d'un des fils d'Aristide, un ancien directeur de l'Electrogaz à Byumba. La justice devra également aussi prévaloir sur ces assassinats. Toutefois, quand on parle de génocide au Rwanda sans pour autant verser dans la comparaison des statistiques des victimes selon le type d'assassins et en gardant à l'esprit qu'aucune vie n'est supérieure à l'autre, l'on peut toujours dire et affirmer que l'assassin qui s'est nettement distingué à Byumba est le FPR-Inkotanyi.

Monsieur l'Ambassadeur, d'aucuns se laissent encore confondre par le discours sur l'unité et la réconciliation abondant dans le langage du FPR-Inkotanyi. Ils n'en arrivent pas à comprendre l'horreur des massacres à son actif. Malheureusement, tel fut aussi le cas pour la plupart de ses victimes en 1994. Immanquablement, le FPR-Inkotanyi leur tendait d'abord ce piège de promesse et ce discours pour l'unité et la réconciliation. De cette manière, il réduisait très significativement toute volonté de résistance. A cela il faut ajouter que particulièrement dans la région de Byumba les massacres organisés par les interahamwe n'avaient été que très sporadiques contrairement à d'autres régions du pays où le FPR est arrivé un peu plus tard. Sincère à sa méthode d'extermination des masses, le FPR a attendu la deuxième semaine d'occupation pour conduire des gens à cette boucherie. Clairement, le FPR-Inkotanyi s'était donné du temps pour s'assurer de la confiance de la population à massacrer. On peut dire que cette attitude combinée à la propagande "positive" sur sa radio Muhabura, jouèrent efficacement le rôle d'appât pour attirer des milliers de gens dans des réunions-mouroirs. Autrement, elles auraient pu se soustraire à cette obéissance, ils auraient pu se cacher au lieu de suivre aveuglement les soldats du FPR, ils auraient pu traverser cette période vouée à la mort collective et avoir la sauve.

Ce n'est pas seulement à Byumba que le FPR-Inkotanyi a organisé des massacres. Partout sur son chemin de conquête du pouvoir, l'objectif était unique: massacrer méthodiquement, exterminer le maximum possible de Hutus dans une période courte fixée par le haut commandement dans la région nouvellement occupée. Il se hâtait à accomplir cette tâche avant la reprise du discours officiel sur l'unité et réconciliation, sur l'absence d'ethnies au Rwanda; avant qu'ils s'adressent aux survivants de ces propres massacres et aux survivants de la barbarie d'Interahamwe dans les mêmes termes, les appelant de s'unir pour combattre les seuls Interahamwe. Depuis, le FPR pratique cette formule de confusion, organise des camps de rééducation, etc. Parmi des sites bien connu de massacres organisés par le FPR ailleurs au Rwanda en 1994, on peut citer Murambi, l'ancienne commune de la préfecture de Byumba, Rutonde(Kibungo)et Rusumo de Kibungo où les villages des émigrants internes originaires du nord du Pays -abakiga- furent complètement rasés. A Gitarama, la population a nommé le site du massacre du 19 juin 1994 du nom de Cumi n'icyenda(dix-neuf). Certains massacres étaient conduits en poursuivant quelques objectifs précis à l'instar des massacres des religieux catholiques à Gakurazo dans la préfecture de Gitarama et à Karushya dans la commune de Giti. Ces massacres visaient à éliminer les responsables de l'église catholique au Rwanda. Pour ceux qui demeurent sceptiques sur l'ampleur des massacres commis par le FPR en 1994, on peut leur demander d'aller se rendre compte de cette extermination facile à prouver à Byumba et à Giti où le génocide selon les termes du FPR n'a pas eu lieu. Ainsi, ils

pourraient essayer de comprendre le niveau des massacres que le FPR aura commis dans les zones où il a trouvé une situation de massacres. L'évidence que nous avons est que le FPR est coupable d'actes ignominieux, de crimes aggravés contre l'humanité dont les Rwandais ne devraient jamais oublier ou prendre à la légère.

Monsieur l'Ambassadeur, les Rwandais et les habitants de Byumba en particulier souhaitent que les responsables de ces massacres soient poursuivis et traduits devant la loi. Il est important que l'on leur montre que le temps de l'impunité a révolu, que plus jamais l'on ne peut construire son régime et sa fortune sur le sol jonché de ces fosses communes. Les Interahamwe se sont rendus coupables des actes d'extermination des masses au Rwanda. Cela fait neuf ans que les Rwandais, les habitants de Byumba et la communauté internationale unissent leurs efforts pour combattre leur idéologie et réclamer qu'ils soient pourchassés, arrêtés et traduits devant la justice. Pendant tout ce temps, on espérait également que la justice internationale fera vite d'interpeller les criminels au sein du FPR, surtout que les massacres qu'ils ont commis à travers tout le pays sont relativement faciles à prouver. C'est exactement cette conviction sur l'évidence des crimes à l'actif du FPR que l'on espérait aussi que les membres du FPR qui n'ont pas pris aux massacres des innocents, allaient adopter une attitude plus réaliste. La découverte des actes répugnants commis au nom de leur parti auraient pu les suggérer non seulement à dissoudre ce parti mais aussi à se distancer publiquement des criminels qui les ont pris en otage. Aujourd'hui, le constat est que, après neuf ans, ses espoirs se révèlent plus illusoires que jamais. On pourrait plutôt dire que, de la part des rwandais victimes du FPR, il s'agissait d'une naïveté coupable qu'il faudra rapidement abandonner et remplacer par une volonté affirmée, active et progressive de démontrer la vraie nature criminelle du FPR. Il faut réclamer ouvertement et sans tergiverser que ce parti réponde officiellement de ces crimes de sang.

Monsieur l'Ambassadeur, nous sommes du même avis que la problématique de justice au Rwanda d'après 1994 n'est pas à prendre à la légère. L'horreur qui s'est abattue sur le Rwanda est d'une profonde complexité. Presque chaque famille rwandaise a été directement endeuillée par ces massacres. Je n'ignore pas que vous êtes au courant de la situation de Byumba décrite dans cette lettre. Il est également connu qu'après la guerre de 1994, vous avez dédié vos énergies à la reconstruction d'un nouveau Rwanda que vous voudriez qu'il brille par le respect de la loi et l'éradication de l'impunité, un nouveau Rwanda qui devrait être bâti sur des nouvelles fondations d'unité et de réconciliation entre tous les enfants du pays sans distinction aucune. Une publication de votre parti MDR sortie vers la fin de 1994 soulignait déjà cette volonté claire et limpide de rendre aux Rwandais une justice impartiale, d'une justice qui ne fait pas de différence entre les victimes d'Interahamwe et les victimes du FPR-Inkotanyi. Les vues exprimées dans cette publication, dit-on, auraient conduit à la démission du gouvernement de Faustin Twagiramungu, président du MRD et premier des premiers ministres des gouvernements du FPR-Inkotanyi.

Il est déplorable que très peu seulement au sein du FPR-Inkotanyi se sont séparés de cette idéologie bien élaborée d'extermination des masses accompagnée de toute une panoplie de techniques de couverture des massacres. Pourtant il y a eu ceux qui ont osé. En agissant de la sorte ils ont soit payé de leur sang, soit parti en exil soit emprisonnés. Feu Sept Sendashonga, votre collègue ministre au gouvernement du FPR, fut assassiné à Nairobi en 1998. Pasteur Bizimungu, l'ex-président de la

république du FPR est actuellement en prison. Avoir ce courage de dénoncer le FPR-Inkotanyi à partir du Rwanda, se risquer sur ce terrain sans être du moins un membre du FPR, agir de la manière d'Ubarijoro, de Nkurikiyinka et peu d'autres cas encore, cela relève plutôt d'un acte de suicide. Vous savez très bien comment le FPR y' prend pour réduire en silence ceux qui opposent sa tyrannie ou cherchent à exposer ses crimes. Il y a à dire que le TPIR d'Arusha est en train de subir un assaut musclé de la part du FPR à fin d'étouffer sa mission de juger sans distinction les criminels qui ont commandité les événements de 1994 au Rwanda. Dans ces circonstances, bienvenu et opportun est tout concours visant à permettre une compréhension du génocide rwandais dénouée de toute équivoque . Ce n'est que cette bonne compréhension qui pourra nourrir des politiques non-divisionnistes qui supplantera à la fois des politiques qui vocifèrent la haine et glorifient l'extermination des masses comme c'était le cas chez les Interahamwe et des discours qui manipulent les idéaux pour l'unité nationale et la bonne conscience du peuple pour aider à conduire à la mort la plus grande masse possible d'innocents comme le FPR-Inkotanyi y a procédé à plusieurs occasions.

Monsieur l'Ambassadeur, on ne vous demande pas l'impossible. En vérité, votre voix en qualité d'Ambassadeur du Rwanda en Allemagne pourrait faire l'écho aussi bien à la présidence de la république au village Urugwiro qu'au siège du TPIR à Arusha. Cependant, quelle que soit votre position, il m'incombe de vous dire qu'il n'y pas de doutes que la vraie nature du FPR sera un jour mise à nu. Le silence et l'indifférence sur des massacres graves et inouÛes commis par le FPR ne peuvent équivaloir qu'à un abandon à votre cause politique, un abandon de tous Rwandais en deuil réprimé depuis 1994. Les derniers neuf ans furent une période plus longue que nécessaire pour jauger les vraies intentions du FPR. Ce parti est très avancé dans la mise en place de ses plans diaboliques d'exclusion et d'extermination. C'est pour cette raison qu'il faudrait maintenant redoubler d'efforts pour dévoiler et exposer cette nature occulte. Il est temps d'honorer la mémoire des victimes des massacres que le FPR a organisé au Rwanda. Tout a commencé dans les zones de Byumba. Il est temps que les Rwandais envisagent en toute sérénité les risques que cette situation actuelle impose sur l'avenir du pays . Il est temps de soutenir sans ambages le TPIR dans sa démarche d'une justice impartiale. Ce tribunal est en position unique et spéciale de prouver aux dirigeants actuels et ceux de demain que la seule preuve de détenir un pouvoir dictatorial ne constitue plus une condition suffisante pour s'assurer l'oubli de la barbarie perpétrée et l'impunité sur ses actes sanguinaires. Actuellement la condamnation des partis qui propagent l'idéologie génocidaire au Rwanda semble un choix unanime. Quelques partis de ce genre ont été déjà déclarés hors la loi. Ils n'ont aucune chance de revoir le jour au Rwanda si l'unité et la réconciliation nationale sont réellement érigées en guide et source d'inspiration pour la république. C'est dans cet ordre des choses que, compte tenu des crimes ignobles commis par le FPR, crimes perpétrés à Byumba et ailleurs Rwanda, il me semble opportun d'appeler avec insistance à la dissolution du FPR.

Monsieur l'Ambassadeur, le Rwanda a besoin d'un nouveau type de leaders acquis aux idéaux de paix et de démocratie, des leaders qui croient à la réconciliation et à la justice impartiale; des leaders qui prêchent ces idéaux avec conviction et non pas comme une sorte de couverture diplomatique sur leur rôle dans la tragédie rwandaise. Il est vrai que la grande majorité des membres du FPR, de part l'histoire de leur parti et les privilèges d'un pouvoir quasi-exclusif, sont pris en otage par une

crimelle qui tient la direction et jouit la protection de cette organisation politico-militaire. Pour vous même et autres politiciens Rwandais, il est un devoir de justice de rappeler et répéter sans cesse la cruauté, la barbarie des massacres commis par le FPR à cette catégorie du peuple rwandais. Des témoignages constats et des actions de préférence de la part des individus qu'ils ont accosté dans les années d'après 1994 pourraient en effet éroder la loyauté aux criminels et les inciter à traduire en pratique la propagande sur l'unité et réconciliation en soutenant le TPIR dans ses enquêtes sur les massacres commis par leurs collègues. Ainsi, ils arriveraient à se séparer de la politique liberticide et d'exclusion chère aux assassins très puissants dans FPR. Autrement, cette bande de criminels qui tient les reines du pouvoir et manipule à sa guise tous les secteurs de la vie nationale, notamment l'armée, l'économie, la justice et la diplomatie, va s'investir encore plus à réduire en silence le TPIR d'Arusha. Elle continuera à se faire la publicité aux moyens des initiatives dites de bonne gouvernance qui, en réalité, ne sont qu'un exercice grossier de communication. Elle continuera de se targuer l'avoir organisé des élections , le recensement des victimes, la libération des prisonniers, et j'en passe, tout en poursuivant l'objectif à peine déguisé d'amadouer la communauté internationale, la distraire et mettre en exécution les mesures visant à échapper aux enquêtes du TPIR. Cette bande de criminels va encore une fois faire en sorte que le FPR-Inkotanyi s'appuie davantage sur quelques hutus marionnettes dans ses organes dirigeants pour tromper sur le caractère exclusif de ce parti. Des gens comme vous mêmes ou d'autre au calibre du tempérant Murigande serviront à redorer l'image du FPR à l'étranger. Ce serait de votre part une manière régressive d'agir car le FPR ne cesse de se trahir depuis un certain temps. De plus en plus il donne au tribunal d'Arusha une image criminelle. Il ne faudrait pas perdre de vue que la grande mission de ce tribunal est et reste de prouver à ceux qui ont exterminé des masses au Rwanda qu'il n'existe pas d'alternative à la justice. Le choix est le vôtre. Dans l'entre temps l'expérience nous montre que tous ceux-là qui assurent de gré ou de force la protection de cette bande d'assassins qui dirige le FPR-Inkotanyi ne restent dans l'estime de la bande qu'aussi longtemps qu'elle les juge utiles. Ils finissent tous par être privé de leur dignité humaine et leur droit à la fierté nationale.

En résumé, Monsieur l'Ambassadeur, cette lettre voudrait vous exhorter d'associer votre voix à beaucoup d'autres qui réclament actuellement une véritable réconciliation nationale à travers l'implémentation d'une justice impartiale pour tous. Vous êtes dans une position d'expliquer à la communauté internationale la nécessité de traduire en justice les "gros poissons "au sein du FPR-Inkotanyi. Il est temps que ces criminels répondent de leurs actes sauvages. Il est temps que l'on expose les méthodes d'assassinat du FPR devant le TPIR à Arusha. Il est temps que la mémoire de leurs victimes cesse d'être un fardeau à cacher pour ceux qui ont survécu. A propos de cette mémoire, nous vous demandons de soutenir l'initiative de demander et de faire campagne pour ériger dans tous les secteurs du pays un mémorial pour des victimes du génocide et autres crimes contre l'humanité corollaire aux événements de 1994. Ils seraient gravés sur ce mémorial les noms des victimes, les dates de massacres et l'étiquette sous lequel se présentaient leurs assassins. Le Rwanda ne profitera jamais du négationisme sur le génocide commis par les Interahamwe. Le Rwanda ne profitera pas non plus de la minimisation et l'indifférence sur des massacres commis par le FPR-Inkotanyi. Comme le Procureur Carla Del Ponte l'a dit récemment, c'est aujourd'hui que nous Rwandais avons

besoin d'une justice à fin d'envisager l'unité, la réconciliation et le futur en toute confiance.

Je vous remercie.

C.I:

- Monsieur Charles Murigande, Secrétaire-Général du FPR et Ministre des Affaires étrangères au Rwanda -Kigali

- Son excellence Monseigneur Servilien Nzakamwita,
Evêque du Diocèse de Byumba, Byumba

- Mr Jean Baptiste Habyarimana, Président de la commission d'unité et réconciliation

Kigali

- Mme Carla Del Ponte, Procureure Générale du TPIR d'Arusha

La Haye

- Les journaux: Imvaho, Kinyamateka, BBC-Gahuzamiryango, VOA Kinyarwanda- Kirundi

Kigali-Londres-Washington